



**PRÉFET  
DE CORSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Corse**

**Arrêté n°F09421P015 du 25 FEV. 2021**

**Portant décision d'examen au « cas par cas » relatif à un projet de  
dénivellation du carrefour de Tragone, sur le territoire des communes de  
BORGIO et BIGUGLIA, en application de l'article R. 122-3-1 du code de  
l'environnement**

**Le préfet de Corse,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (hors classe) - M. LELARGE (Pascal) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Jacques LEGAIGNOUX, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2020-08-18-007 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Jacques LEGAIGNOUX, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2020-08-24-001 du 24 août 2020 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement pour des compétences de niveau régional ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, préalable à la réalisation d'un projet de dénivellation du carrefour de Tragone, sur le territoire des communes de BORGIO et BIGUGLIA, présentée le 29 janvier 2021 par la Collectivité de Corse, représentée par M. Gilles SIMEONI ;
- Vu** l'avis de l'agence régionale de santé, en date du 12 février 2021

**Considérant** la nature du projet qui consiste en la réalisation d'un pont de 340 mètres de long, au dessus du giratoire existant, situé sur la RT 11, au niveau du giratoire de Tragone, sur le territoire des communes de BORGIO et BIGUGLIA, en vue de fluidifier le trafic routier ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique 6° « *Construction de routes classées dans le domaine public routier de l'État, des départements, des communes et des établissements public de coopération intercommunale* » du tableau annexé à l'article **R.122-2** du code de l'environnement ;

**Considérant** la localisation du projet :

- en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection de l'environnement,
- en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau destiné à la consommation humaine ,
- en milieu urbain déjà artificialisé ;
- au sein de communes faisant l'objet d'un Plan Prévisionnel des Risques Inondations (arrêté du 15 juin 2004 n°04/666 portant approbation du PPRI sur les territoires des communes de Biguglia et BORGIO et l'arrêté n°15-112 du 15 novembre 2015 portant révision de ce PPRI) ;
- au sein de la zone archéologique de la Plaine de Biguglia (N° 2B037) ;

**Considérant** qu'un plan de gestion des eaux pluviales sera assuré ; que pour l'ensemble des scénarios d'aménagement envisagés, un dimensionnement des réseaux de collecte des eaux pluviales a été réalisé pour une pluie de période de retour 10 ans ; que pour les passages souterrains, ces dimensionnements de réseaux seront associés à la mise en place d'une station de pompage permettant l'évacuation des eaux depuis le point bas du tunnel vers le milieu naturel.

**Considérant** que l'activité des engins de chantier engendrera des nuisances sonores et des vibrations pour les habitations situées à proximité de la zone de travaux ; que ces derniers devront être réalisés avec des engins de chantier limitant leur niveau sonore et des précautions appropriées pour limiter le bruit devront être prises ;

**Considérant** que l'étude acoustique en date du 3 juillet 2019, établie par le cabinet d'étude Arcadis ESG, indique qu'aucune variante des 3 scénarios envisagés n'induit d'impact acoustique ;

**Considérant** que, en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques lors des travaux, le pétitionnaire devra en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui en informera le préfet en application des articles L. 531-14 et R. 531-14 du code du patrimoine ;

**Considérant** que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé humaine.

*Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement*

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** – Le projet de dénivellement du carrefour de Tragone, sur le territoire des communes de BORGIO et BIGUGLIA, faisant l'objet du présent arrêté **n'est pas soumis à étude d'impact**, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2** – La présente décision, délivrée en application de l'article **R. 122-3-1** du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3** - Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

**Article 4** - Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le préfet et par délégation,**

**Le directeur**

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

**Voies et délais de recours**

- **Recours gracieux** : à adresser à Monsieur le Préfet de Corse - BP 401 - 20188 Ajaccio Cedex 1
- **Recours hiérarchique** : à adresser à Madame la Ministre de la Transition écologique

